

De Blair à Valls

Réflexions sur une dérive sécuritaire

Les récents débats au sein de la gauche française sur la politique générale poursuivie par le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, en matière d'immigration et de sécurité en particulier, font écho aux mêmes débats soulevés par la pratique néo-travailliste en Grande-Bretagne entre 1997 et 2010. En effet, la question de la « loi et de l'ordre » et plus tard (après les attentats de Londres de juillet 2008) celle des rapports entre identité nationale et intégration des minorités ethniques étaient au cœur du « projet » néo-travailliste. Avant de devenir le premier dirigeant du *New Labour* en 1994, Blair avait été chargé par John Smith (leader travailliste de 1992 à 1994) des questions relevant du ministère de l'Intérieur au sein du cabinet fantôme travailliste et était donc devenu le porte-parole du Parti travailliste sur des questions qui semblaient constituer un des points forts du conservatisme thatcherien. On voit d'ailleurs dans les prises de position de Blair (sur la législation antisyndicale thatcherienne, par exemple, qu'il promet de conserver) les débuts de la démarche néo-travailliste qui consistait à reprendre à son compte les « meilleurs » arguments de l'adversaire conservateur, sans trop se préoccuper de la « couleur » politique des dits arguments.

Selon la *doxa* travailliste, le parti souffrait d'une image de laxisme dans l'opi-

nion publique, et cela constituait une des raisons majeures de ses défaites politiques à répétition pendant les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Les conseillers en communication politique, très influents à l'époque, suggéraient une reconfiguration lexicale aux responsables travaillistes en vue de retourner cette image négative, ce qui a produit, entre autres, le slogan lancé par Blair dès son arrivée à la tête du parti selon lequel le nouveau Labour était devenu « *tough on crime, tough on the causes of crime* » (ferme sur la criminalité ainsi que sur les causes de la criminalité). On connaît la suite : entre 1997 et 2010, les travaillistes sont entrés dans une spirale sécuritaire où les « causes de la criminalité » étaient de plus en plus laissées de côté et seule comptait la conservation d'une image de rigueur inflexible face non seulement aux délits et crimes mais aussi aux « incivilités » largement criminalisées pendant cette époque. Dépassés sur leur droite par les ministres de l'Intérieur néo-travaillistes successifs, les conservateurs (et leurs

KEITH DIXON

alliés libéraux-démocrates aujourd'hui au sein de la coalition gouvernementale) n'avaient plus qu'à reprendre le flambeau sécuritaire après la défaite des travaillistes en 2010 et pouvaient même se payer le luxe de revenir sur une partie de la législation néo-travailliste (celle concernant les incivilités justement) jugée excessivement répressive et attentatoire aux droits civils.

La similitude entre la problématique blairiste et celle de Valls n'est pas fortuite, loin s'en faut. Car derrière la politique sécuritaire et identitaire de Valls et sa détermination à se débarrasser de l'accusation de laxisme, quitte à reprendre à son compte l'héritage sarkozyste, se profilent les mêmes producteurs d'idées, et les mêmes influences intellectuelles que celles qui ont façonné le blairisme. Et le dispositif d'influence intellectuelle qui revendiquait jadis ouvertement en France sa filiation néo-travailliste continue de fonctionner autour de Valls, même si les référents ne sont plus nécessairement les mêmes (plus personne ne veut être associé publiquement à Anthony Blair, même si les idées qui l'ont animé continuent à frayer leur chemin). En d'autres termes, les passeurs d'idées qui ont contribué en France à faire du blairisme un phénomène international sont toujours là dans la proximité immédiate du ministre de l'Intérieur français, animés par la même vision politique à peine entamée par les échecs blairistes. Avant d'évoquer les déterminants idéologiques de la politique de Valls venus d'outre-Manche, revenons quelques années en arrière lorsque les néo-travaillistes donnaient des leçons sécuritaires à leurs camarades socialistes français. On verra à cette occasion l'architecture générale de l'argumentaire néo-travailliste sur la sécurité et l'immigration et cela nous permettra de mieux appréhender les glissements effectués depuis par les

responsables du Parti socialiste français, et par Valls en particulier.

Les leçons blairistes

Lors de la défaite de Lionel Jospin au premier tour des élections présidentielles françaises de 2002 et de la percée du candidat du Front national, des responsables néo-travaillistes britanniques, alors au pouvoir et jouissant encore d'une certaine crédibilité au sein de la gauche parlementaire européenne, avaient exprimé leurs réserves, voire leurs critiques sévères par rapport à la campagne de Jospin et à la politique menée par celui-ci en tant que Premier ministre. S'appuyant sur la présence de Le Pen au deuxième tour des présidentielles, les blairistes attiraient l'attention sur ce qu'ils percevaient comme des failles fatales dans l'approche jospinienne, surtout sur les questions d'insécurité et d'immigration. À l'époque, ces interventions avaient un double objectif, faire avancer la cause des « modernisateurs » au sein de la gauche européenne en soulignant les « réussites » du blairisme dans ces domaines sensibles, et rappeler à la gauche travailliste – la « vieille gauche » dans la *nov'langue* blairiste – ou à ce qui en restait, où menait le laxisme en matière de politique intérieure. En effet, de manière répétée dans les interventions néo-travaillistes dans la presse française et britannique lors du débat sur la défaite socialiste française, la rigueur britannique « de gauche » a été avantageusement comparée au laxisme français. On se rappellera qu'à l'époque, le ministre de l'Intérieur britannique, Jack Straw, appelait les sujets britanniques d'origine étrangère à respecter les « normes » de leur pays d'accueil et préconisait un traitement éducatif séparé pour les enfants de demandeurs d'asile accusés d'« envahir » (*swamp*) certaines écoles. Le

gouvernement de Blair multipliait les initiatives législatives contre la petite délinquance, voire les incivilités, et les prisons britanniques s'apprêtaient à accueillir une nouvelle population carcérale n'ayant commis aucun délit à proprement parler mais responsable de comportement « anti-social » (la loi sur le comportement anti-social a été votée en 1998 et a conduit à une explosion du nombre d'incarcérations). Il va sans dire que la très grande majorité de ceux et celles qui se sont retrouvés en prison pour avoir commis ces incivilités provenaient des couches les plus pauvres de la société britannique, alors que les « incivilités » bourgeoises (fraude fiscale, recours au travail au noir, non-respect de la législation sur le salaire minimum, etc) restaient largement invisibles sur le radar punitif néo-travailliste.

Les incertitudes et divisions de la gauche française, sur ces questions entre autres, ont été dénoncées dans des termes souvent brutaux lors du déferlement médiatique suite à la défaite socialiste aux présidentielles. Le journaliste britannique de renom, Hugo Young, dans un article publié par *The Guardian* le 23 avril 2002 parle de « l'incapacité congénitale de la gauche (française) à s'unir dans des circonstances dangereuses » et l'ancien leader du Parti travailliste, Neil Kinnock, évoque, dans une interview dans *The Observer*, une gauche française « s'apitoyant sur son sort, égoïste et fragmentée ». Mais l'intervention la plus caractéristique des néo-travaillistes, et rétrospectivement la plus porteuse d'avenir au sein de la mouvance socialiste française, vient de Peter Mandelson, éminence grise du *New Labour*, à l'époque en semi-disgrâce pour cause de scandale financier mais toujours très influent dans le cercle intime autour de Blair. Dans une interview accordée au journaliste du *Guardian*, Patrick Wintour,

Mandelson tire les conclusions politiques des erreurs des camarades français : « Il y a des secteurs de la gauche en Europe, comme en Grande-Bretagne dans les années 80, qui ne sont simplement pas à l'aise avec des questions comme la criminalité, les demandeurs d'asile et l'immigration. Mais si vous n'avez pas de programme dans ces domaines et si vous ne semblez pas être interpellé par les peurs exprimées par les gens, il est inévitable que vous céderez le terrain à ceux qui exploitent sans vergogne ces questions pour faire monter l'émotion voire la paranoïa. Blair nous a réglé ce problème au début des années 90. »¹

C'était sans doute parler trop tôt. Malgré une politique pénale et d'immigration dont l'inflexibilité a été proclamée sur tous les toits pendant une quinzaine d'années, la Grande-Bretagne blairiste et post-blairiste a aussi connu une poussée de tensions inter-ethniques (dans le sillage de l'intervention anglo-américaine en Irak en particulier) et la percée d'un parti politique (UKIP) qui « exploite sans vergogne » ces tensions. La promotion des « valeurs » et des « normes » britanniques, devenue une spécialité du successeur de Blair, Gordon Brown², n'y a rien fait : elle n'a pas entamé la désaffection d'une large partie de la population britannique de confession musulmane suite aux interventions guerrières de Blair en Irak et en Afghanistan. Et dans la périphérie britannique, malgré les exhortations des partis unionistes – conservateur, libéral-démocrate ou travailliste – une majorité

1. Interview de Peter Mandelson dans *The Guardian* du 24 avril 2002.

2. Pour une discussion plus approfondie de la promotion de l'identité britannique par Gordon Brown, voir Keith Dixon, « Blair, Brown and Britishness », dans *Observatoire de la Société Britannique*, n°5, 2008, p. 227-237.

de la population écossaise et une minorité significative en Irlande du Nord et au pays de Galles ne se reconnaissent plus dans l'identité multinationale britannique louée par Brown, et préfèrent des affiliations nationales (écossaise, galloise...), voire communautaires. Si la politique pénale blairiste a renoué avec une vieille tradition britannique qui consiste à punir surtout les pauvres, tenus comme responsables de la montée de la criminalité, elle n'a rien résolu sur le fond : les entraves multiples aux droits individuels – qui vont de la vidéo-surveillance omniprésente outre-Manche aux appels répétés à la délation envers des voisins que l'on soupçonne d'activités illicites – n'ont en rien fait baisser l'activité criminelle. Avec le recul, on est conduit à un constat simple : la rigueur néo-travailliste proposée comme modèle lors de la défaite de Jospin n'a pas produit les résultats escomptés et sa seule trace historique est d'avoir laissé derrière elle un appareil et un dispositif sécuritaires ainsi qu'un système de contrôle et de surveillance de l'immigration plus contraignants et moins respectueux des libertés individuelles qu'avant, sans avoir résolu les problèmes qu'elle imputait au laxisme « historique » de la « vieille gauche ».

Les modernisateurs français amnésiques

Et pourtant, autour du gouvernement français actuel continuent à s'affairer les conseillers idéologiques « modernisateurs » anglophiles, dont l'échec de Blair ne semble pas avoir entamé l'enthousiasme. C'est le cas, entre autres, de Zaki Laïdi, directeur de recherche à l'Institut d'études politiques de Paris et depuis longtemps inséré dans le réseau d'influence blairiste au sein de la gauche européenne. Laïdi a d'ailleurs participé à la campagne des blai-

ristes en 2002 pour tirer les conclusions qui s'imposaient après la défaite de Jospin. On le voit apparaître de manière systématique, dans les pages de *Libération* entre autres, chaque fois que la gauche française subit des revers et toujours avec les mêmes remèdes qui consistent à « moderniser » le Parti socialiste en rompant définitivement avec la tradition socialiste (ou le « surmoi marxiste » de la gauche, pour reprendre la terminologie de la droite socialiste). On prête à Laïdi une forte influence auprès de l'actuel ministre de l'Intérieur français, et son soutien a été appuyé et public à Valls dans la période la plus récente marquée par les déclarations de ce dernier sur la « vocation » des Roms à rester chez eux en Roumanie et la gestion concomitante du dossier de Léonarda Dibrani. Ainsi, dans une courte intervention dans le *Journal de Dimanche* daté du 3 octobre 2013, Laïdi a justifié les prises de position de Valls et lui a prêté l'ambition de « revivifier le pacte républicain français » en invitant les nouveaux arrivants sur le sol français à « composer avec les valeurs de la société d'accueil ». Ses propos sont d'ailleurs un copié-collé des commentaires de certains dirigeants néo-travaillistes dans le sillage des attentats de Londres de juillet 2008 sur les normes et les valeurs britanniques et la nécessité pour les minorités ethniques de s'y conformer.

Valls vient en effet de la même famille idéologique que Laïdi, si l'on en juge par le portrait intellectuel qu'il a brossé de lui-même pour le site *nonfiction.com* lors des primaires internes au Parti socialiste en 2011³. Et les liens de filiation avec la mouvance blairiste sont loin d'être négligeables comme cette interview l'atteste. Si

3. « Interview exclusive de Manuel Valls : "Il faut incarner la nouvelle génération" » sur le site *nonfiction.fr* le jeudi 6 janvier 2011.

l'on met de côté la possible inflation des lectures prétendues de Valls, on trouve néanmoins une intéressante archéologie intellectuelle de l'inspiration vallsienne, qui aide à comprendre la proximité avec les activistes blairistes. D'abord, du point de vue général, Valls revendique son attachement au courant « anti-totalitaire » en évoquant comme point de départ personnel l'expérience familiale de la guerre d'Espagne : son grand-père a été rédacteur en chef d'un journal catholique et républicain qui a souffert des persécutions des anarchistes de la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique) et « des stalinien ». Il cite George Orwell (*Hommage à la Catalogne*) et Arthur Koestler (*Un Testament espagnol*) comme influences majeures et indique que pour lui « La guerre d'Espagne c'est l'anti-stalinisme ». Il poursuit son évocation des influences majeures sur son positionnement politique en passant par Raymond Aron et Alexandre Soljénitsine pour arriver aux « nouveaux philosophes » Bernard-Henri Lévy et André Glucksman. Lucide, il reconnaît que « ce que je viens de dire (il fait référence à ses lectures anti-communistes, KD) aurait pu aussi me conduire à droite : une famille catholique, l'anticommunisme, donc l'union de la gauche posant éventuellement problème ». Si Valls se reconnaît dans l'étiquette « social-libéral » et souligne l'influence des travaux de Winock et Laïdi, il est conscient des répercussions éventuelles d'un telle revendication idéologique, et donne en passant un aperçu de la stratégie de dissimulation pratiquée par les sociaux-libéraux français. Ainsi il reconnaît que cela ferait « frémir mes collaborateurs qui ont toujours la crainte de me voir taxé de droitier, pire de blairiste ». Cela ne l'empêche pas de citer Blair nommément en évoquant « la capacité politique du bonhomme », et de louer le

travail d'Anthony Giddens et, plus largement, celui entrepris par les *think tanks* proches du *New Labour*.

Il y aurait matière à réfléchir sur l'expérience blairiste dans le domaine de la sécurité et de l'immigration. Il est vraisemblable que si Valls persiste sur la même trajectoire que celle qu'il a empruntée jusqu'à présent, les mêmes causes politiques risqueraient bien de produire les mêmes effets d'un pays à un autre. L'adoption d'une posture punitive par les néo-travaillistes a abouti à un consensus politique mortifère en Grande-Bretagne, qui englobe l'ensemble des partis de gouvernement, dont il est aujourd'hui difficile d'envisager une sortie. Les discours alternatifs sur la politique pénale, la délinquance et la prison, ainsi que sur l'immigration, qui interrogeraient sérieusement les causes de la délinquance ou qui partiraient des déséquilibres économiques internationaux pour appréhender les flux de migration et proposeraient des solutions qui rompent avec les pratiques punitives ne sont plus politiquement audibles. Bien courageux celui qui aujourd'hui en Grande-Bretagne tenterait de combattre politiquement la *doxa* pénale portée d'abord par les thatchériens (« la prison, ça marche ») et ensuite par les néo-travaillistes. À tel point que la nouvelle direction du Parti travailliste sous l'égide d'Ed Miliband, pourtant élue sur un programme promettant la rupture avec le *New Labour*, n'a pas trouvé mieux que de critiquer l'ancienne direction néo-travailliste pour... laxisme dans le domaine de l'immigration⁴, et de promettre un nouveau tour de vis contre l'immigration. Il y a comme un effet de cliquet dans la politique du « toujours plus » sécuritaire et à

4. « Ed Miliband pledges tougher line on immigration after past mistakes », *The Independent*, 6 mars 2013.

force de vouloir « trianguler » les partis conservateurs, les partis de la gauche institutionnelle leur ouvrent des boulevards de plus en plus larges où il est obligatoire de rouler à droite. ■